Conclusions

Au cours des 30 dernières années, le monde a connu une période de convergence des revenus sans précédent, accompagnée d'une forte réduction de la pauvreté, mais les inégalités restent importantes. Entre 1995 et 2023, le revenu mondial par habitant ajusté en fonction de l'inflation a augmenté d'environ 65%, et le revenu par habitant des économies à revenu faible ou intermédiaire a augmenté de plus de 191%. Cette croissance économique remarquable a contribué à réduire l'extrême pauvreté dans les économies à revenu faible ou intermédiaire, qui est passée de 40,3% en 1995 à 10,6% en 2022. Néanmoins, 712 millions de personnes dans le monde – un chiffre faramineux – vivent encore dans l'extrême pauvreté, et les niveaux d'inégalité restent toujours élevés.

Compte tenu de ces chiffres, il est compréhensible qu'il y ait désaccord quant aux effets de la mondialisation sur l'inclusion entre les économies et à l'intérieur de celles-ci. Ce débat est au cœur du *Rapport sur le commerce mondial* de cette année. Malheureusement, deux hypothèses trompeuses sous-tendent encore ce débat: l'idée selon laquelle le commerce est préjudiciable au développement et à l'inclusion, et celle selon laquelle les règles de l'OMC empêchent les gouvernements d'adopter des politiques ambitieuses en matière de développement et d'inclusion.

La première hypothèse trompeuse consiste à penser que, comme le commerce favorise seulement les individus et les économies riches, il exacerbe les inégalités et s'avère préjudiciable au développement et à l'inclusion. Cette idée a amené à protéger certaines branches de production nationales et certains emplois en limitant les importations de certains biens et services. En fait, la réalité est que le commerce a joué un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et dans la capacité de nombreuses économies à revenu faible ou intermédiaire de rattraper leur retard par rapport aux économies à revenu élevé. Le commerce entre les économies à revenu faible ou intermédiaire est passé de 5% en 1995 à 19% du commerce mondial des marchandises en 2021. Selon les estimations, les réductions des coûts du commerce entre 1995 et 2020 ont entraîné une augmentation de 5,7% du PIB réel mondial sur cette période, les économies à faible revenu ayant enregistré une croissance de 23%. Le commerce a aussi favorisé la création de millions d'emplois, y compris des emplois mieux rémunérés.

Toutefois, il est vrai que, même si beaucoup ont bénéficié du commerce international, certaines personnes, régions et économies n'en ont pas profité autant que les autres. Un certain nombre d'économies à revenu faible ou intermédiaire ont rencontré des difficultés pour participer au commerce international ou tirer parti du commerce à des fins de diversification. Comme il est indiqué au chapitre B, les coûts élevés du commerce, qu'ils résultent de politiques commerciales restrictives au niveau national ou à l'étranger, d'infrastructures insuffisantes, de l'éloignement géographique ou de problèmes institutionnels, ont rendu difficile la participation au commerce pour certaines économies. Pour d'autres, des obstacles à la transformation structurelle, tels que des marchés du travail et des capitaux inefficaces, les restrictions à l'investissement étranger direct ou la capacité limitée d'absorber les technologies étrangères, ont rendu difficile la diversification et l'expansion des secteurs dans lesquels elles disposent d'avantages comparatifs. Une diffusion limitée des avantages obtenus grâce au commerce dans l'économie empêche les particuliers et les entreprises de cette économie de tirer profit du commerce.

Dans toute économie, les avantages tirés du commerce peuvent être répartis de manière inégale suivant différents facteurs, y compris la structure de l'emploi et de la consommation. Comme il est indiqué au chapitre C, certaines personnes peuvent avoir du mal à s'adapter à la concurrence des importations parce qu'elles n'ont pas les compétences nécessaires pour participer aux industries tournées vers l'exportation, ou qu'elles font face à

des obstacles à la mobilité qui les empêchent de se relocaliser dans des régions plus prospères pour bénéficier de nouvelles possibilités d'emploi. Certaines régions ont de la peine à s'adapter aux nouvelles conditions économiques après l'ouverture des échanges. Certaines personnes ne peuvent pas bénéficier des réductions de prix associées à l'ouverture du commerce en raison de coûts du transport élevés et de secteurs de la distribution non compétitifs. Néanmoins, les impacts du commerce sur le développement et l'inclusion ont été suffisamment variés selon les économies pour laisser penser que les obstacles sont davantage dus à l'absence de politiques commerciales judicieuses et de politiques nationales complémentaires adéquates accompagnant le processus de mondialisation qu'au processus lui-même.

En fait, moins de commerce ne peut pas permettre d'aller vers plus de convergence économique et d'inclusion. À un moment où le monde fait face à la montée des tensions géopolitiques, à la révolution numérique et à une plus forte impulsion en faveur de la durabilité, parvenir à une inclusion plus pérenne et à la réduction de la pauvreté peut nécessiter, entre autres choses, l'existence d'une classe moyenne d'une certaine ampleur. Une classe moyenne solide soutient le processus global de développement en stimulant la consommation intérieure, en favorisant les activités entrepreneuriales et en contribuant à la stabilité sociale. Beaucoup d'économies en développement n'ont probablement pas une taille suffisante pour avoir une classe moyenne assez importante de manière à établir une croissance économique soutenue sans avoir accès à de grands marchés d'exportation lucratifs et, de fait, pour les économies qui se heurtent à des coûts du commerce élevés, la participation limitée au commerce est précisément le problème. Dans le même temps, pour les économies qui font du commerce mais ne parviennent pas à se diversifier et à monter dans la chaîne de valeur, limiter les échanges n'est pas une solution. Les politiques tournées vers l'intérieur qui promeuvent le remplacement des importations par la production nationale sont coûteuses sur le plan budgétaire et peuvent décourager l'innovation et accroître le risque de rétorsions commerciales d'autres économies, entravant en définitive la croissance économique et l'inclusion à long terme.

Le protectionnisme ne protège pas l'économie globale, et il ne favorise pas non plus l'inclusion globale. Si des mesures restrictives pour le commerce peuvent protéger certains secteurs et emplois face à la concurrence des importations, leur coût est élevé pour le reste de l'économie qui, par conséquent, sera confrontée à des prix plus élevés, des incitations pour l'innovation moindres et une baisse de la compétitivité dans les industries exportatrices. Les mesures restrictives pour le commerce peuvent aussi donner lieu à des mesures de rétorsion de la part d'autres économies, et celles-ci peuvent menacer les emplois soutenus par le commerce. De plus, les stratégies visant à relocaliser certaines industries manufacturières ne peuvent pas, en réalité, restituer de nombreux emplois, car l'automatisation et la numérisation des processus de production sont de plus en plus indispensables pour que les entreprises restent compétitives sur les marchés internationaux.

La deuxième hypothèse trompeuse concernant le commerce et les changements climatiques consiste à affirmer que les règles de l'OMC empêchent les gouvernements d'adopter des politiques climatiques ambitieuses qui pourraient favoriser le développement et l'inclusion. En fait, l'objectif général de l'OMC est d'aider ses Membres à mettre le commerce au service du relèvement des niveaux de vie, de la création d'emplois et de l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans ce contexte, l'OMC contribue déjà à la convergence économique et à l'inclusion en promouvant un système commercial multilatéral ouvert, fondé sur des règles et prévisible. Comme la réforme économique est une condition de l'accession à l'OMC, l'OMC contribue aussi à améliorer la gouvernance. Les Membres qui ont mis en œuvre des réformes et pris des engagements plus importants au cours de leurs négociations en vue de l'accession à l'Organisation ont enregistré une croissance, en moyenne, de 1,5 point de pourcentage plus rapide que celle qu'ils auraient obtenue sans ces réformes et engagements.

Rien dans les Accords de l'OMC ne restreint le recours à des politiques non discriminatoires pour le développement ou l'inclusion. De nombreuses distorsions entraînant des effets inégaux de l'ouverture du commerce ont souvent pour origine des facteurs structurels internes, qui peuvent être traités de façon optimale par des politiques complémentaires nationales, comme des politiques concernant le travail, l'éducation ou la fiscalité. Les instruments liés au commerce que certains gouvernements peuvent choisir d'utiliser à des fins d'inclusion, tels que les droits de douane, les subventions et les restrictions à l'exportation, sont soumis aux disciplines de l'OMC afin d'éviter d'éventuelles retombées négatives sur d'autres économies et de possibles mesures de rétorsion qui nuiraient à l'inclusion dans son ensemble. De plus, les Accords de l'OMC offrent également diverses flexibilités, y compris des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD), qui ne sont disponibles que pour les économies en développement ou les pays les moins avancés (PMA). Un certain nombre d'initiatives techniques et de renforcement des capacités liées au commerce dans le cadre de l'OMC, notamment l'initiative Aide pour le commerce, contribuent aussi à rendre le commerce plus inclusif.

Néanmoins, si le commerce fait partie de la solution pour une économie mondiale plus résiliente et plus

inclusive, il ne constitue pas à lui seul la solution. Une économie mondiale plus inclusive nécessite des politiques qui réduisent les obstacles empêchant actuellement les individus, les entreprises, les régions et les économies marginalisés de participer pleinement aux marchés mondiaux et d'en tirer parti. Outre les politiques commerciales, pour accroître l'accès aux marchés des groupes et des économies marginalisés, des politiques complémentaires sont essentielles pour permettre aux particuliers et aux entreprises de se déplacer là où se trouvent les gains du commerce et de partager ces gains de manière plus égale. Ces politiques complémentaires peuvent porter sur divers aspects de l'économie, y compris les marchés financiers, du travail, de l'énergie et du logement. Bon nombre d'entre elles sont pertinentes tant pour la croissance économique que pour l'inclusion, car elles permettent de remédier aux distorsions des marchés (par exemple la concurrence), d'accroître la capacité de participer au commerce international (par exemple grâce à l'éducation) et d'atténuer les risques et les perturbations liés à l'ouverture commerciale (par exemple au moyen de filets de sécurité économique). Il est important de noter que les politiques commerciales et nationales peuvent se renforcer mutuellement. Si l'efficacité de la politique commerciale dépend de politiques complémentaires bien conçues, des politiques commerciales ouvertes peuvent aussi renforcer l'efficacité de bon nombre de ces politiques complémentaires par des économies d'échelle, une amélioration de l'efficience et de la concurrence, une croissance économique plus élevée et une diversification des risques.

L'OMC encourage déjà l'inclusion entre les économies et à l'intérieur de celles-ci, mais elle peut faire plus encore. Dans un monde de plus en plus fragmenté par des tensions géopolitiques, le maintien d'un système commercial multilatéral ouvert et prévisible est essentiel pour empêcher une régression des progrès réalisés en termes de convergence économique et pour favoriser un développement et une inclusion encore plus importants. La fragmentation économique – le désengagement des relations commerciales et le recours à des politiques unilatérales – éloignerait davantage la perspective d'un monde plus inclusif. Pour éviter cela, l'OMC pourrait faire plus: c'est ce que le chapitre D fait valoir. Premièrement, elle pourrait jouer un rôle plus proactif pour faciliter la mise en œuvre des Accords de l'OMC existants, comme l'Accord sur la facilitation des échanges, qui pourrait offrir d'importants gains potentiels aux pays en développement. Deuxièmement, elle pourrait améliorer la prévisibilité au moyen d'un mécanisme de règlement des différends efficace et pleinement opérationnel, étant donné que les engagements contraignants réduisent considérablement l'incertitude des politiques commerciales, ce qui accroît les investissements et favorise la croissance. Troisièmement, l'OMC pourrait redoubler d'efforts pour faire face à l'évolution des défis commerciaux, en particulier dans le secteur numérique, le secteur vert et les services, afin de saisir les possibilités de convergence et d'inclusion grâce à la transformation numérique et environnementale.

Renforcer les fonctions de délibération et de surveillance de l'OMC est important pour assurer un commerce plus inclusif. Des approches unilatérales non coordonnées visant l'économie numérique et la transition vers une économie à faible teneur en carbone peuvent, suivant leur conception et leur mise en œuvre, éventuellement créer des distorsions et des tensions commerciales. Des solutions pourraient aussi consister à améliorer la collecte de données, la recherche et l'échange de renseignements concernant les retombées négatives des politiques unilatérales sur les différentes économies et les effets inégaux de la politique commerciale, et à renforcer la participation des groupes vulnérables aux processus de prise de décisions en matière de politique commerciale.

Une meilleure cohérence entre l'OMC et les autres organisations internationales pourrait amplifier leurs effets positifs respectifs sur l'inclusion entre les économies et à l'intérieur de celles-ci. Une coopération internationale renforcée est nécessaire pour relever les défis qui émergent dans des domaines cruciaux pour le futur du commerce à des fins d'inclusion, comme le commerce des services, le commerce numérique et le commerce vert. De nombreuses organisations internationales se concentrent sur des politiques complémentaires qui pourraient permettre au commerce de soutenir le développement et l'inclusion, notamment des politiques concernant l'investissement, l'éducation, la concurrence et la taxation. Une plus grande collaboration entre les organisations internationales pourrait être utile à la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'OMC, en remédiant aux lacunes en termes d'infrastructures et de compétences et en facilitant l'ajustement à l'ouverture du commerce. Un environnement commercial ouvert et prévisible, maintenu par un système commercial multilatéral renforcé, pourrait contribuer à amplifier l'impact positif des autres organisations internationales sur l'inclusion.

Le *Rapport sur le commerce mondial* de cette année a examiné le rôle clé que jouent le commerce international et la politique commerciale pour soutenir la croissance et l'inclusion. Bien que certains groupes, régions et économies n'aient pas encore réussi à s'intégrer dans l'économie mondiale, le commerce est un élément essentiel de la solution pour faire avancer l'économie mondiale vers plus d'égalité et d'inclusion. Néanmoins, pour atteindre ces objectifs, des politiques nationales et internationales plus cohérentes et se renforçant mutuellement, ainsi qu'une plus grande coopération au niveau planétaire sont nécessaires.